

LA LETTRE D'INFORMATION DU DÉPUTÉ EUROPÉEN JEAN-LUC MÉLENCHON

## Unis contre l'Europe austéritaire

« **L**a rentrée politique était placée sous le signe de l'austérité européenne. Les gouvernements de la zone euro ont fait voter au plus vite le TSCG, le Traité Merkozy, que nous dénonçons depuis des mois maintenant. Le gouvernement français n'a pas fait exception. Nous avons pourtant été plus de 80 000 à manifester dans les rues de Paris contre ce traité et pour un référendum sur sa ratification. Le gouvernement est resté sourd à la voix du peuple. Le Traité est maintenant en passe d'être ratifié par les douze Etats nécessaires à son entrée en vigueur au 1er Janvier 2013. Je fais ici le serment que nous désobéirons à ce traité si un gouvernement Front de Gauche est élu. En attendant, j'invite celles et ceux qui ne connaissent pas ou mal ce traité austéritaire à lire l'ouvrage que j'ai co-écrit avec Céline Meneses, conseillère politique pour la délégation Front de Gauche au groupe GUE/NGL, sur le sujet. »



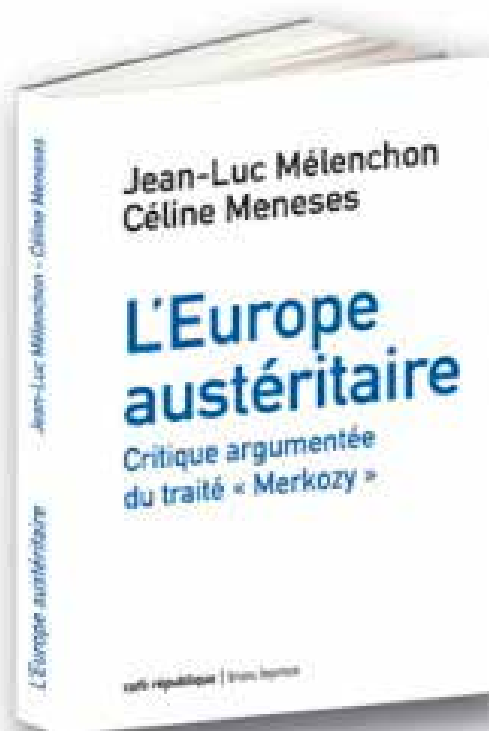
SORTIE DU LIVRE :

## L'EUROPE AUSTÉRITAIRE

Critique argumentée  
du traité « Merkozy »

**Q**ue contient exactement le nouveau Traité européen sur la « Stabilité, la Coordination et la Gouvernance » (TSCG), mieux connu sous le nom de « traité Merkozy » ? Qu'est-ce que le « Pacte de croissance » que François Hollande prétend avoir renégocié ? Nous resituons d'abord ce traité dans l'évolution « austéritaire » de l'Union européenne. Nous révélons les négociations obscures qui l'ont préparé. Et nous décryptons son texte article par article, ainsi que ses liens avec « l'autre traité » qui vient d'être adopté, sur le « Mécanisme européen de Stabilité » (MES). Enfin, nous démontrons que François Hollande n'a nullement renégocié ce Traité, dont pas un mot n'a bougé depuis son élection.

Autant d'arguments qui plaident pour un référendum sur ce Traité qui impose l'austérité



## UN FRONT UNI

**POUR UN RÉFÉRENDUM SUR LE TRAITÉ  
MERKOZY ET CONTRE L'EUROPE  
AUSTÉRITAIRE**

**F**in août, Pierre Laurent et moi avons lancé l'idée d'une grande marche contre le Traité Merkozy en conclusion de nos estivales à Grenoble. Notre intention n'était pas de procéder à une démonstration de force du Front de Gauche en tant que tel. Cet objectif aurait eu sa légitimité. Mais il était trop limité à nos yeux. Notre intention était de fonctionner, une fois de plus, conformément à notre conception du rôle « d'éclairer » du mouvement de masse que nous voulons être. Notre proposition est vite arrivée sur la table de toutes les organisations syndicales et politiques de gauche. En fait l'idée était déjà dans les têtes avant même que nous en parlions. Notre initiative a donc été plutôt un déclencheur. Notre objectif politique est en passe d'être atteint. Il s'agit d'assurer la continuité de la bataille que nous

menons contre la mutation austéritaire de l'Union européenne et contre sa volonté de constitutionnaliser le libéralisme. C'est une constante depuis le projet de Constitution présentée en 2005 et rejeté par 55 % des Français. Pour dire les choses dans notre vocabulaire, cela s'exprime ainsi : le Front de Gauche a vocation à faire naître un front du peuple. Cet accouchement ne se fait pas en une fois. Il se produit chaque fois que, sur une initiative, un front large, très large, d'organisations de la diversité du mouvement social, d'associations et de syndicats, peut se constituer pour porter ensemble, chacun dans sa spécificité et son identité, un projet qui fait converger les forces. C'est pourquoi il était si important à nos yeux que la prise en charge de l'organisation et de la conduite des opérations soit faite par un collectif le plus large possible dans lequel nous ne chercherons d'aucune façon à occuper le premier rôle. Ce n'est pas modestie ou timidité de notre part. C'est parce qu'il s'agit d'agir en toute circonstance conformément à l'objectif d'auto-organisation du mouvement populaire tel que nous le croyons nécessaire pour faire face aux tâches politiques immenses qui se dessinent devant nous du fait de la catastrophe que déclenche la politique des libéraux en Europe.

Lors d'une réunion du collectif pour un audit de la dette, où se retrouvaient un très grand nombre d'organisations politiques, syndicales et associatives, autour d'Attac et de la fondation Copernic, nous avons mis sur pied un appel commun à l'action le 30 septembre. L'ampleur du collectif qui se constitue, cette diversité et, en même temps, sa détermination, donnent un signal politique très fort au

pays. Nous prouvons qu'il n'existe pas qu'une seule politique possible pour faire l'Europe, comme cherchent à le faire croire sans cesse les partisans de la politique d'austérité. Nous prouvons que nous ne sommes pas résignés et que tous les calculs qui misent sur notre ignorance des enjeux ou sur notre faiblesse sont vains. Nous affirmons aux yeux de toute l'Europe la permanence d'un refus qui s'est constitué dès 2005 et qui s'est, depuis, sérieusement approfondi. En ce sens notre manifestation donne aussi un point d'appui aux autres peuples d'Europe. Ici, en France, nous apportons la preuve au gouvernement que les problèmes que nous posons sont assez graves et assez profondément ressentis pour qu'une telle large union se constitue et qu'elle soit entendue par des milliers de manifestants. Le nouveau gouvernement issu d'une défaite de la droite ne peut l'ignorer, il ne peut passer à côté, il ne peut le mépriser. La demande de référendum n'est d'ailleurs pas une mise au pied du mur puisqu'elle laisse ouverte la décision à prendre, en la confiant au peuple.

Le 30 Septembre, la manifestation pour un référendum sur le traité Merkozy et contre l'austérité a été un immense succès. 80 000 personnes au bas mot. Mes camarades de la GUE/NGL et du Parti de la Gauche Européenne avaient été nombreux à faire le trajet jusqu'à Paris pour se joindre à la manifestation. 14 personnalités (députés européens, parlementaires nationaux et membre de la direction du PGE) issues de 8 pays différents étaient là. Leur présence est la preuve que ce combat est un combat pour tous les européens contre l'Europe austéritaire qu'on veut nous imposer.

ENVIRONNEMENT - SANTE

**IL NOUS FAUT UN MORATOIRE EUROPÉEN SUR LA CULTURE ET L'IMPORTATION DES OGM!**

**MON COMMUNIQUÉ DE PRESSE À CE SUJET : LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPLICE DE L'IMPORTATION D'OGM EN FRANCE ET EN EUROPE**

Commission européenne a autorisé l'importation et la mise sur le marché européen d'un nouveau maïs OGM.

Je dénonce cette autorisation d'importation. J'ai interpellé la Commission européenne sur ce sujet par une question écrite.

Je dénonce également l'attitude du gouvernement français qui s'est rendu complice de cette décision en s'abstenant lors de la procédure d'autorisation.

Il y a urgence à décréter un moratoire sur l'importation et la culture des OGM en Europe.

Le gouvernement PS-EELV conduit par Ayraut doit radicalement changer de position. Il doit agir en Europe pour l'interdiction des 41 OGM autorisés à l'importation et des 2 OGM autorisés à la culture.

Sans attendre, il doit désobéir à l'autorisation de la Commission européenne et fermer ses frontières aux OGM.

C'est une exigence écologique et sanitaire. C'est aussi une condition indispensable à la construction d'une agriculture libérée du productivisme.

Une des activités parlementaires que je goute peu vu la vacuité des réponses qui me sont faites consiste à poser des questions, écrites ou orales à la Commission européenne. Fin Septembre 2012, la Commission européenne a décidé de laisser circu-



ler un nouvel OGM, le maïs MIR162 de Syngenta en plein débat sur l'innocuité ou non des OGM. J'ai aussitôt interpellé la Commission :

« La Commission européenne a décidé de valider l'importation commerciale du maïs OGM MIR162 de Syngenta, résistant à des insecticides.

Cette autorisation ne manque pas de surprendre. Elle intervient alors même que le débat sur les OGM bat son plein en Europe depuis la publication de l'étude de Gilles-Eric Séralini.

Celle-ci est contestable, certes, au même titre que toute étude scientifique. Elle demande à être vérifiée. Mais elle n'est pas plus contestable que les études des producteurs de ces semences transgéniques sur lesquelles l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) se base pour approuver ou non l'importation d'OGM. Quant à l'indépendance de l'AESA, elle reste à prouver.

Je rappelle à la Commission que l'innocuité des OGM n'est toujours pas prouvée et que l'étude de Gilles-Eric Séralini renforce les craintes qui pèsent sur les conséquences qu'ils peuvent avoir sur la santé et sur l'environnement dans son ensemble.

-Comment la Commission peut-elle prendre une telle décision alors même que les citoyens européens s'inquiètent pour leur santé?

-Pourquoi la Commission n'a-t-elle pas répondu positivement aux demandes de l'Anses et du Comité éthique, économique et social du HCB sur la conduite d'études indépendantes?

-A quelle logique répond cette décision de la Commission?

-Pourquoi la Commission ne s'inquiète-t-elle pas de la santé des citoyens et ne propose-t-elle pas, en conséquence, de mettre en place un moratoire européen sur toute importation et mise en culture des OGM tant que leur innocuité ne sera pas prouvée? »

**Voici la réponse que m'a faite la Commission :**

« Le maïs MIR162 a fait l'objet d'une telle évaluation, d'où il ressort qu'il est sans danger pour la santé et pour l'environnement. La Commission a donc lancé le processus d'autorisation prévu par la législation, lequel a débouché, le 29 septembre 2012, sur l'autorisation du maïs en question (...) L'EFSA et six agences sanitaires des États membres concluent que l'étude Séralini ne remet pas en cause les évaluations précédentes du maïs NK603 et du glyphosate. Ces conclusions confortent la proposition de règlement de la Commission sur l'autorisation des OGM»

**Bref : circulez, il n'y a rien à voir...**

## INTERNATIONAL

# LE PARLEMENT EUROPÉEN FAVORABLE À LA MISE EN PLACE RAPIDE DU GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

## JE SUIS INTERVENU EN SÉANCE SUR LE SUJET:

Je suis intervenu en séance sur le sujet:

«Ce rapport est une ode à la création du Grand Marché Transatlantique que je combats. Il approuve sans gêne toutes les propositions du groupe de travail de haut niveau créé en Novembre dernier sans que les citoyens n'en sachent rien. alignement sur le plus libéral, mise en place d'un marché transatlantique intégré y compris dans le domaine des services et notamment des services financiers, élimination de toutes les barrières douanières à plus ou moins court terme, coopération étroite dès le début des processus réglementaires, lutte contre le protectionnisme dans toutes ses formes, ambition de mettre sur pied des «normes mondiales», proposition d'établir d'un marché intégré avec l'ALENA... Tout est là. Il ne manque rien. Sauf bien sûr l'intérêt général et la consultation des représentants des travailleurs et des parlementaires nationaux, seuls oubliés dans les fameux «dialogues» transatlantiques. Je vote contre ce texte.»



Après avoir voté pour le renforcement accéléré et de l'accord de libre-échange UE-Israël, le Parlement européen devait se prononcer, en ce mois d'Octobre, sur un rapport d'initiative (c'est-à-dire une déclaration sans poids législatif) sur un vaste sujet: le Grand Marché Transatlantique, cette «zone de libre échange +» de ce «grand marché intégré» qu'on nous prépare depuis des années dans le plus grand secret et que nous sommes peu nombreux à dénoncer.

Le rapport sur lequel nous devons nous pencher s'appelle « Moreira », du nom du rapporteur social-démocrate portugais qui le soutient. Ce rapport se félicite de toutes les mesures de libéralisation prévues par le groupe de travail qui travaille en grand secret sur ce projet. Il prône « une ouverture ambitieuse et réciproque du marché des biens, des services et de l'investissement ». Il s'inquiète avant tout de « l'intérêt des milieux d'affaires de l'Union et des États-Unis » et estime que dans ce but il faut d'urgence « éliminer les droits de douane restants ». Quand il s'intéresse à la santé et à l'environnement c'est pour expliquer que «les normes réglementaires excessivement rigides posent des obstacles de taille aux échanges, et qu'une plus forte croissance pourrait être obtenue en les démantelant ». Il demande en outre « que tous les efforts soient consentis en vue de créer des marchés numériques et des services financiers transatlantiques intégrés et véritablement ouverts ». Et il n'a jamais un mot pour les travailleurs et leurs représentants (exclus, à l'instar des représentants des ONG environnementales du processus opaque de construction du Grand Marché Transatlantique).

## LES RÉSULTATS DES VOTES NOMINAUX SONT PARLANTS.

Les députés suivants ont voté pour le Grand Marché Transatlantique. retenez bien leurs noms:

PS: Eric Andrieu, Pervenche Berès, Jean-Louis Cottigny, Sylvie Guillaume, Liem Hoang Ngoc, Isabelle Thomas, Patrice Tirolien, Catherine Trautmann, Bernadette Vergnaud, Henri Weber

Les députés suivant ont voté contre:

PG: Jean-Luc Mélenchon, Younous Omarjee et Patrick Le Hyaric

PS: Françoise Castex

EELV: Malika Benarab-Attou, Sandrine Bélier, Jean-Paul Bisset, Jean-Jacob Bicep, José Bové, Yves Cochet, Karima Delli, Hélène Flautre, Catherine Grèze, Yannick Jadot, Eva Joly, Nicole Kill-Nielsen, Michèle Rivasi, Karim Zeribi